

Nation unies Nicolas Sarkozy propose de r

A l'ONU, les pays du Sud dénoncent un système financier « cupide »

NEW YORK (Nations unies)

ENVOYÉS SPÉCIAUX

Prenant la mesure de la crise financière mondiale, plusieurs représentants des pays du Sud, venus participer à l'Assemblée générale de l'ONU, mardi 23 septembre, ont dénoncé un système financier « cupide » dont les soubresauts menacent les pays pauvres et appellent à un renforcement des contrôles internationaux. « *L'incertitude économique s'est propagée comme un effroyable tsunami à travers la planète, annulant les progrès accomplis, non seulement sur l'île de Manhattan, mais aussi sur les îles des Philippines* », a déclaré Gloria Macapagal-Arroyo, la présidente des Philippines.

La crise a cristallisé le ressentiment de nombreux pays. « *L'euphorie des spéculateurs a laissé la place à l'angoisse de peuples entiers* », a affirmé le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, qui s'en est pris aux « *fondamentalistes des marchés* ».

Citant l'économiste brésilien Celso Furtado, il a jugé qu'il ne fallait pas laisser « *les profits des spéculateurs être toujours privatisés, tandis que leurs pertes sont invariablement nationalisées* ». « *Ce sont toujours les pauvres qui payent le prix de la cupidité débridée et de l'irresponsabilité des puissants* », a aussi déclaré le président nicaraguayen de l'Assemblée générale de l'ONU, Miguel d'Escoto.

Chez certains pointait un sentiment de revanche. Pour la présidente argentine, Cristina Kirchner, ceux qui, hier, « *conforment au consensus de Washington, disaient aux pays d'Amérique du Sud que le marché réglait tous les problèmes* », ont produit « *la plus formidable intervention de l'Etat de mémoire d'homme* » – le plan de 700 milliards de dollars proposé par la Maison Blanche pour sauver le système bancaire. La seule différence, a-t-elle ironisé, est que Washington n'aura pas à subir les directives du Fonds monétaire international (FMI).

« *La crise financière mondiale menace l'ensemble de notre travail* », a par ailleurs prévenu le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui appelle à un « *leadership mondial* » pour « *restaurer l'ordre dans les marchés financiers internationaux* ». « *Nous appelons la communauté internationale et les acteurs clés de l'écono-*

M.Sarkozy prône un espace économique UE-Russie

Nicolas Sarkozy a proposé la création d'un « *espace économique commun* » entre la Russie et l'Europe, dans son discours devant les Nations unies. « *C'est parce qu'elle veut la paix que l'Europe dit à la Russie qu'elle veut avoir avec elle des liens de solidarité, qu'elle veut bâtir avec elle un avenir partagé, qu'elle veut être son partenaire* », a-t-il assuré. Les négociations sur un partenariat stratégique entre l'UE et la Russie ont été suspendues en raison de la guerre en Géorgie.

mie mondiale à agir rapidement » sous la « *direction* » des Nations unies, a ajouté Jakaya Kikwete, le président tanzanien, qui préside aussi l'Union africaine.

Face aux représentants des 191 autres pays membres de l'ONU, le président George Bush s'est voulu rassurant. « *Nous avons pris des mesures audacieuses pour prévenir une perturbation grave de l'économie américaine, qui aurait un effet dévastateur sur d'autres économies à travers le monde* », a-t-il assuré. Selon le président américain, le plan de sauvetage des banques de la Maison Blanche devrait être adopté « *rapidement* » par le Congrès.

Le président français, Nicolas Sarkozy, qui a succédé à M. Bush à la tribune de l'ONU, a appelé de ses vœux « *un capitalisme régulé, où des pans entiers de l'activité financière ne sont pas laissés à la seule appréciation des opérateurs de marché* ». Le dirigeant français a par ailleurs proposé une réunion, qui pourrait se tenir en novem-

Le président brésilien Lula a appelé à « reconstruire » les institutions économiques internationales pour qu'elles puissent « entraver l'anarchie de la spéculation »

bre, en présence des pays du G8, et auxquels pourraient se joindre les grands pays émergents, « *pour réfléchir aux leçons à tirer de la crise financière la plus grave qu'ait connue le monde depuis celle des années 1930* ».

Estimant que le problème ne remontait pas à la crise des subprimes mais à la création des hedge funds, ces fonds spéculatifs, M. Sarkozy s'en est pris à l'absence de responsabilité des traders et des banquiers, qui auraient dévoyé le système capitaliste. « *On dit qu'on ne sait pas qui est responsable. Ah bon ! Quand tout allait bien, on savait qui touchait les bonus* », a critiqué le chef de l'Etat, au cours d'une conférence de presse. Le président français veut que les agences de notations soient aussi « *contrôlées et sanctionnées si nécessaire* ».

De son côté, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a pointé du doigt « *une minuscule minorité* » de « *sionistes* » qui auraient « *dominé une partie importante des centres monétaires et financiers* » – propos « *antisémites* », a dit le président israélien, Shimon Pérès. « *L'empire américain dans le monde touche à sa fin* », a aussi prédit le dirigeant iranien, selon lequel « *les piliers du système oppressif s'effondrent* ».

Pour juguler la crise, le président Lula da Silva a appelé à « *reconstruire* » les institutions économiques internationales pour qu'elles puissent « *entraver l'anarchie de la spéculation* ». L'ONU doit être le lieu d'une « *réponse vigoureuse* », a-t-il dit, ce qui passe, ont relevé plusieurs chefs d'Etat, par une réforme de l'organisation, et notamment un élargissement du Conseil de sécurité. Ce dernier ne peut « *plus attendre* » pour intégrer de nouveaux membres, a jugé Nicolas Sarkozy, qui souhaite aussi élargir le G8 pour y intégrer la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Mexique et le Brésil. ■

PHILIPPE BOLOPION
ET NATALIE NOUGAYRÈDE
(AVEC ARNAUD LEPARMENTIER)